Bulletin N° 90 de l'Association Suisse-Cuba – Genève – Janvier 2019

SOMMAIRE

Isoler le blocus avec la solidarité…Cuba rejette menace du Département d'État de EE.UU…Défis pour la solid…

60è Anniversaire de la Révolution Cubaine…Défis pour la Solidarité

Le référendum augmente la participation citoyenne dans la Constitution…Dernière heure…zones frappées par la tornade à La Havane

Campagne Permanente…500ème anniversaire de la Havane

ALBA SUIZA Nouvelles, articles, communiqués et activités solidaires…

Amérique latine vers les Résistances…

MÉMOIRE des PEUPLES …La Bolivie, sans ambassadeur des États-Unis …

Événements…Brigade José Martí…

La pensée internationale

Santé/ Culture/ Éducation/ Sports

Caricature internationale

Vidéos SUR LA RÉALITÉ CUBAINE ET NOUVELLES DU MONDE

ÉCOUTEZ Les grands trésors de la musique cubaine

ISOLER LE BLOCUS AVEC LA SOLIDARITÉ

Cuba rejette énergiquement la menace d'activation du Titre III de la Loi Helms-Burton

Déclaration du ministère des Relations extérieures

Photo: Granma

Le 16 janvier 2019, le Département d'État des États-Unis a annoncé sa décision de suspendre pour 45 jours seulement l'application du titre III de la Loi Helms-Burton, «afin de procéder à un examen attentif [...] à la lumière des intérêts nationaux des États-Unis et des efforts déployés pour accélérer la transition vers la démocratie à Cuba, et d'inclure des éléments tels que l'oppression brutale du régime en matière de droits humains et de libertés fondamentales et son soutien inexcusable aux régimes de plus en plus autoritaires et corrompus du Venezuela et du Nicaragua».

Le gouvernement du président Donald Trump menace de franchir un nouveau pas qui renforcerait dangereusement le blocus contre Cuba, violerait de manière flagrante le Droit international et attaquerait directement la souveraineté et les intérêts de pays tiers.

Cuba rejette cette menace de la façon la plus énergique, ferme et catégorique. Elle la considère comme un acte hostile d'une arrogance et d'une irresponsabilité extrêmes, en même temps qu'elle dénonce le langage irrespectueux et diffamatoire du message public du Département d'État.

La Loi Helms-Burton est entrée en vigueur en 1996. Elle a été conçue pour codifier et durcir la politique de blocus économique, commercial et financier imposée officiellement en 1962, dans le but de subvertir et de renverser le gouvernement de Cuba et d'imposer un régime du goût du gouvernement des États-Unis.

Cette Loi est composée de quatre titres et elle est appliquée depuis sa promulgation. Elle est caractérisée par sa portée extraterritoriale extrême, être en violation avec les normes et les principes du Droit International, enfreindre les règles du Commerce International et des relations économiques internationales et porter atteinte à la souveraineté d'autres États, principalement par l'application de ses dispositions contre les entreprises et les personnes établies sur leur territoire.

Elle a été condamnée par la communauté internationale à la quasi-unanimité aux Nations Unies, dans les organismes internationaux spécialisés et dans des organisations régionales telles que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et l'Union africaine. Plusieurs pays disposent de lois nationales visant à faire face aux effets extraterritoriaux de cette Loi.

L'un des principaux objectifs de la Loi Helms-Burton a été d'entraver les relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec des pays tiers et nuire à sa capacité d'attirer des investissements étrangers directs pour son développement. Les titres III et IV de la Loi sont expressément consacrés à cette fin.

Le titre III établit l'autorisation aux ressortissants étasuniens d'intenter des poursuites devant les tribunaux des États-Unis contre tout étranger qui «fait du trafic» avec des biens étasuniens qui ont été nationalisés à Cuba dans les années 60, dans le cadre d'un processus légitime, comme l'a reconnu la Cour suprême des États-Unis, mené par le gouvernement cubain dans le plein respect du Droit national et du Droit International.

Parmi les aberrations les plus significatives, ce titre étend cette autorisation à des propriétaires qui n'étaient pas citoyens des États-Unis au moment des nationalisations et dont les propriétés présumées n'ont été certifiées par personne.

En vertu des dispositions de la Loi Helms-Burton, tous les présidents des États-Unis depuis 1996, y compris Trump en 2017 et 2018, ont fait usage consécutivement de leur pouvoir exécutif de suspendre tous les six mois l'application du titre III, au motif de reconnaître qu'il s'agit de l'aspect le plus grossier et le plus inacceptable de cette Loi contre le Droit international et la souveraineté d'autres États. Pour avoir compris également que son application provoquerait des obstacles insurmontables à toute perspective de règlement des réclamations et indemnisations des propriétaires étasuniens légitimes.

Pour sa part, le 2 novembre 1999, le Tribunal populaire provincial de La Havane a fait droit à la demande contre le gouvernement des États-Unis d'Amérique pour dommages humains et l'a condamné à réparer et à indemniser le peuple cubain à hauteur de 181,1 milliards de dollars et, le 5 mai 2000, également pour des dommages économiques causés à Cuba, elle l'a condamné à 121 milliards de dollars d'indemnisation.

Le ministère des Relations Extérieures a réaffirmé la disposition de Cuba à trouver une solution aux réclamations et aux indemnisations mutuelles.

Cette décision, que le gouvernement des États-Unis menace d'adopter, impliquerait que, contrairement aux dispositions du Droit international et à la pratique des relations internationales, des personnes et des entités étrangères, ayant des affaires commerciales légitimes à Cuba, pourraient être confrontées à la menace de poursuites non fondées et dépourvues de légitimité devant des tribunaux des États-Unis. Nul n'ignore la conduite vénale et politiquement motivée de certains tribunaux de Floride, souvent utilisée comme une arme contre Cuba.

Pour notre peuple, cela signifie faire face une fois de plus, de manière ferme, consciente et énergique, à la volonté de l'impérialisme étasunien d'imposer sa domination et de mettre sous tutelle les destinées de la nation cubaine.

Si le Titre III était appliqué tel que l'établit cette Loi et comme le menace l'annonce du Département d'État, tout Cubain et toute

communauté du pays verraient des demandes présentées devant les tribunaux des États-Unis réclamant la propriété du logement qu'ils occupent, de leur centre de travail, de l'école fréquentée par leurs enfants, de la polyclinique où ils reçoivent des soins médicaux, des terrains sur lesquels sont construits leurs quartiers, et ils pourraient constater la prétention de dépouiller les Cubains des richesses du pays, des infrastructures, des terres cultivables, des industries, des ressources minières, du potentiel énergétique et des bases sur lesquelles se développent la science et la technologie et où sont rendus les services à la population.

Nous devrions tous nous rappeler des contenus aberrants du Plan Bush qui décrit et explicite en détail comment les familles cubaines et le pays seraient dépossédés de pratiquement tout.

Depuis plus de vingt ans, la Loi Helms-Burton a guidé les efforts interventionnistes des secteurs anti cubains aux États-Unis visant à attaquer la nation cubaine et saper sa souveraineté. En vertu de son application, des centaines de millions de dollars ont été approuvés pour renverser l'ordre interne à Cuba et d'innombrables mesures ont été prises pour tenter de provoquer un changement de régime. Son impact économique a entraîné un coût élevé pour les efforts de développement du pays et pour le bien-être de la population, avec un impact humanitaire qui n'est pas plus grave grâce au système de justice sociale qui prévaut à Cuba.

La prétention d'appliquer pleinement le Titre III est envisagée contre l'avis d'importants organismes gouvernementaux des États-Unis et, en raison du pouvoir et de l'influence acquis au sein du gouvernement par des personnes dont la carrière politique a été marquée par un ressentiment impuissant à l'encontre de Cuba et a reposé sur l'usage du mensonge et du chantage.

La majorité de l'opinion publique des États-Unis s'oppose systématiquement au blocus économique, selon les sondages les plus qualifiés.

L'histoire montre avec suffisamment de clarté que la politique de blocus économique et les problèmes bilatéraux entre Cuba et les États-Unis n'ont pas leur origine dans les justes nationalisations qui, conformément à la loi et dans l'exercice de son droit légitime, ont été menées par le gouvernement révolutionnaire. Les agressions militaires, économiques et terroristes du gouvernement des États-Unis contre Cuba ont commencé avant les actes fondamentaux de nationalisation des biens étasuniens.

Il est bien connu que toutes les nationalisations de biens étrangers, y compris les étasuniens, prévoyaient de droit un engagement d'indemnisation, que le gouvernement des États-Unis a refusé y compris de discuter, alors que cela fut accepté par les gouvernements des requérants d'autres pays, qui ont tous bénéficié d'une indemnisation appropriée.

Le ministère des Relations extérieures réaffirme les principes de la Loi sur la Réaffirmation de la dignité et de la souveraineté cubaines (loi N° 80) et souligne que la Loi Helms-Burton est illégale, inapplicable et sans valeur ni effet juridique. En conséquence, elle considère comme nulle et non avenue toute demande d'une personne physique ou morale, quelle que soit sa citoyenneté ou sa nationalité.

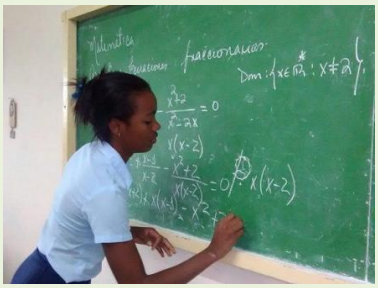
Le gouvernement cubain se réserve le droit de répondre opportunément à cette nouvelle agression.

La Havane, le 17 janvier 2019

Source:http://fr.granma.cu/cuba/2019-01-17/cuba-rejette-energiquement-la-menace-dactivation-du-titre-iii-de-la-loi-helms-burton

L'Enseignement Supérieur cubain n'échappe pas aux effets du blocus

samedi 1er décembre 2018



Traduit par Christine Druel

Des difficultés d'échange universitaire, d'accès aux sites web depuis « domino.cu », le refus de visas pour les professeurs et l'impossibilité de renouveler la technologie sont quelques-uns des effets visibles, dans l'Enseignement Supérieur, du blocus économico commercial et financier imposé à Cuba par les (...)

Lire l'article sur :
http://cubacoop.org/spip.php?page=article&id_article=4017

Un ministre cubain encourage les investissements étrangers sur l'île en Belgique

Le ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger de Cuba, Rodrigo Malmierca, a présenté à Bruxelles des informations détaillées sur la transformation économique de l'île afin de favoriser l'augmentation des investissements étrangers.

"Ce n'est pas qu'une question d'argent. Nous voulons attirer la technologie, améliorer la gestion, renforcer la capacité des hommes d'affaires à prendre des décisions. Nous voulons faire de l'investissement étranger l'un des piliers de ce processus de modernisation de l'économie ", a expliqué Malmierca lors d'une conférence avec des hommes d'affaires belges. Le ministre cubain a passé en revue les derniers résultats de l'économie et des opportunités commerciales cubaines, en accordant une attention particulière à la ZEDM (Mariel Special Development Zone) , projet phare de Cuba visant à attirer les investissements étrangers dans la perspective de travailler "à pleine capacité". dans 15 ou 20 ans, a-t-il dit. "Cuba est un marché d'investissement", a souligné Malmierca, soulignant les plus de 4,7 millions de visiteurs reçus en 2018, les correspondances de vols avec plus de 70 villes, l'environnement "privilégié" ou les ressources humaines " hautement qualifié ".

ÉCHOS / RENCONTRE À LA MISSION CUBAINE –GENÈVE , CÉLEBRATION 60è ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION 1ER JANVIER 2019

L'Ambassadeur de la République de Cuba à Genève a remercié les diplomates et amis de la solidarité de leur présence à l'activité célébrant le 60e anniversaire de la révolution.

Après avoir passé en revue les succès obtenus en 2018 et les défis pour l'avenir immédiat de Cuba, il a conclu en citant une citation du commandant en chef Fidel Castro, dans laquelle il soulignait l'importance des changements pour faire avancer la révolution. Il a souligné que "soixante ans plus tard, le dialogue de la Révolution et de son peuple se poursuivait et se renforçait". Il a souhaité le bonheur et le succès à tous ceux présents, et en particulier à son peuple, et à cette grande patrie que Martí considérerait comme une humanité…

Socialisme tropical depuis 60 ans. Bilan de la Révolution cubaine Par MARC VANDEPITTE

07 Jan 2019

Le 1er janvier 2019, cela a fait exactement 60 ans que le peuple cubain, dirigé par les frères Castro et Che Guevara, renversèrent le dictateur Batista. Ce fut le début d'une histoire tumultueuse et légendaire. Un bilan présenté par Marc Vandepitte, expert en matière de Cuba.

Souveraineté

Il y a soixante ans, les Cubains sont entrés dans l'histoire, en battant, avec quelques centaines de rebelles, l'armée la plus entraînée du continent. Ils ont chassé les yankees de leur île et ont réussi à construire, sous le nez des Etats-Unis, une société socialiste. Contre vents et marées, ils ont résisté à l'agression militaire, économique et diplomatique de la plus grande superpuissance jamais vue. La révolution cubaine a liquidé la théorie pessimiste qu'une voie progressiste était impossible dans l'arrière-cour d'Oncle Sam.

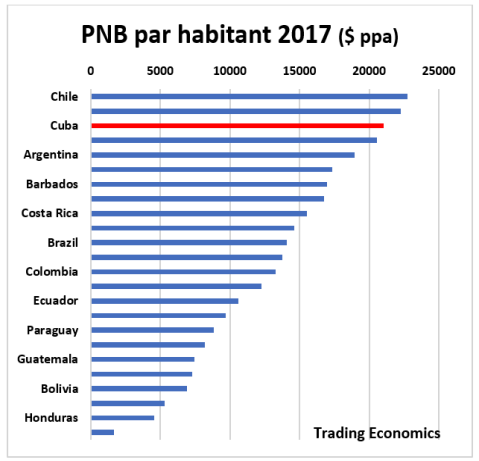
Anti-impérialisme

En 1961, dans la Baie des Cochons, ils ont fait subir une défaite humiliante à l'impérialisme étasunien. Jamais la Maison Blanche n'a été autant humiliée par un pays latino-américain. Un quart de siècle plus tard, les soldats cubains, appelés à l'aide par l'Angola, à des milliers de kilomètres de leur pays, ont donné le coup de grâce à l'armée de l'apartheid qui était pourtant beaucoup mieux équipée. Ainsi, une petite île

insignifiante a déterminé en partie la liberté de Mandela et l'histoire de l'Afrique.

Avec le Venezuela, Cuba a été le pionnier de l'intégration des pays latino-américains (ALBA, CELAC, UNASUR), au détriment de l'emprise de Washington sur cette région. (1)

Économie



Les Cubains ont résisté au blocus économique le plus long de l'histoire mondiale. En trente ans, ils ont, à deux reprises, perdu leurs principaux partenaires commerciaux. Pour la plupart des économies, cela aurait représenté un coup fatal, mais, là aussi, ils ont survécu, sans explosions sociales. Comme tout pays du Tiers Monde, Cuba est confrontée à de sérieux problèmes économiques. Or, comme le démontre le graphique, les résultats ne sont guère mauvais par rapport aux pays de la région. Sans le blocus, et sans la chute de l'Union Soviétique, Cuba aurait, à ce jour, un pnb par habitant au niveau de l'Italie.

Réalisations sociales

Suite à son passé colonial, au blocus économique, au manque d'importantes ressources naturelles et à la chute de l'Union Soviétique, le pays est resté, au niveau économique, un pays du Tiers Monde. Cependant, il a su atteindre un niveau social, intellectuel et culturel classé parmi les meilleurs du monde. Cuba a réussi, par essais et erreurs, à édifier un autre projet sociétal, où l'épanouissement de la population est le point central et non le profit. Si tous les pays latino-américains offraient les mêmes soins de santé et encadrement social à leurs populations,130 000 d'enfants mouraient en moins chaque année. Selon l'UNESCO, le niveau d'enseignement à Cuba dépasse de loin le reste de l'Amérique-Latine. Egalement au niveau du genre, de la diversité et des droits LGBT, Cuba joue un rôle majeur dans le continent.

Internationalisme

Cuba ne s'occupe pas uniquement de ses propres habitants. "La solidarité est la tendresse des peuples", disait Che Guevara. Les Cubains

de santé cubains, dont la moitié sont des médecins, opèrent dans plus de 60 pays et, depuis 1998, 20 000 médecins de 123 pays ont été formés gratuitement. A elle seule, Cuba envoie plus de médecins que ne le fait l'Organisation Mondiale de la Santé. Si les Etats-Unis et l'Europe faisaient le même effort que Cuba, 2 millions de médecins seraient envoyés dans le monde, et ils en auraient formés plus d'un million ces derniers 15 ans. Le manque de travailleurs de la santé dans le Sud serait tout de suite réglé.

Révolution au cœur vert

En 1992, au sommet de la Terre à Rio, Fidel Castro fut le premier chef d'Etat à mettre en garde contre l'extermination du genre humain. Il préconisait un revirement radical au niveau écologique. Ce revirement a aussi été réalisé sur l'île. Aujourd'hui, Cuba est le seul pays du monde où un 'développement social très élevé' (HDI) est combiné avec une faible empreinte écologique.

Processus décisionnel

Notre économie et notre régime politique sont dominés par des multinationales et de grands groupes de capitaux. A Cuba, ce pouvoir a été brisé et remplacé par la CTC, la confédération des différentes centrales syndicales. Nul doute que le processus décisionnel à Cuba est fort uniformisé. Cependant, cela est compensé par une forme de démocratie directe. Outre les élections parlementaires de tous les cinq ans, il existe un système de consultation assez unique. Pour toutes les décisions importantes, la population est largement consultée et un consensus est visé. A Cuba, aucune mesure n'est prise s'il n'existe pas de forte adhésion. Cela explique, entre autres, pourquoi le gouvernement cubain peut, malgré les conditions parfois très difficiles, compter sur un grand soutien de la population.
Avec un tel système, une taxe des millionnaires serait installée en Belgique depuis longtemps, il n'y aurait pas eu un saut d'index, et l'âge de la pension n'aurait pas été porté à 67 ans.

Medias

Dans les pays capitalistes, le débat public est surtout mené dans les medias, ou, pour être plus exact, par les medias. Les mass media fixent le cadre du débat politique. Ces medias sont pour la plupart dans les mains de grands groupes de capital ayant, en premier lieu, des motifs

commerciaux. A Cuba, l'influence médiatique a été brisée, et les medias de masse se trouvent dans les mains d'organisations sociales ou des autorités. Ce qui n'empêche pas, par exemple, l'église catholique d'éditer plusieurs magazines et publications ainsi que d'avoir ses propres sites web où l'on trouve des opinions fort différentes des positions officielles.
On peut néanmoins se demander si Cuba ne devrait pas organiser davantage de débats contradictoires à la télévision et dans les journaux. Cependant, il faut savoir que le débat sociétal n'a pas lieu dans les medias, mais dans les quartiers, les lieux de travail, les syndicats, les associations de femmes et de jeunes. Quoi qu'il en soit, à Cuba, la manipulation médiatique occidentale a peu ou pas d'emprise sur la population, ce qui fait, par exemple, que les femmes cubaines n'ont pas de complexes physiques.

Prestige international
Par les réalisations sociales dans son propre pays et le rôle joué par Cuba à l'étranger, la direction cubaine jouit particulièrement d'un grand prestige dans les pays du Sud. A deux reprises, de 1979 à 1983 et de 2006 à 2009, la petite Cuba a pu présider les Pays Non Alignés, un mouvement regroupant deux tiers de tous les pays. En 2014, Raoul Castro présidait le deuxième sommet de la CELAC. Pour cette réunion, 30 des 33 chefs d'Etat de l'Amérique-Latine et des Caraïbes se sont rendus à La Havane.

Erreurs
Il est évident que, au cours de ces 60 dernières années, des erreurs ont été commises : le traitement humiliant de croyants et d'homosexuels au début de la révolution, la déroute économique des années 1970, l'échec à diversifier l'économie, le relais tardif de l'ancienne garde à une génération plus jeune, etc. Les Cubains eux-mêmes sont les derniers à présumer que leur parcours a été sans problèmes.
Dans cet article, l'espace manque pour aborder les arguments clichés répétés contre Cuba: dictature, violation de droits de l'homme, assassinats massifs, chaos économique… Vous pouvez en lire plus dans cette interview d'il y a deux ans.

Les défis
Il reste pas mal de points faibles et problèmes à traiter. Le plus grand défi est sans doute celui-ci : le haut développement social et intellectuel crée de grandes attentes auprès de la population. Mais la base économique manque, ce qui provoque des frustrations. Cet élément est encore renforcé par le tourisme. Il apparaît qu'un touriste peut tout se permettre, alors qu'il n'est pas nécessairement plus qualifié. Ceci s'articule à un autre phénomène. Suite à l'effondrement de la monnaie, après 1991, le salaire ne représente plus grand-chose. Dès lors, il n'y a plus de véritable lien entre le travail, le salaire et le pouvoir d'achat. Ceci est très négatif pour la motivation de travail et la productivité et génère beaucoup de corruption et de mécontentement.
Une croissance économique accélérée est la seule réponse à ces défis, mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Là aussi, le contexte étranger joue un rôle fort déterminant. Trump va-t-il se déchaîner ou se limiter à des tweets ? Comment va évaluer la situation au Venezuela et en Amérique Latine ? Comment vont évoluer les relations économiques avec la Chine, la Russie et l'Europe ? Sera également décisif le fait que le nouveau grand port près de La Havane sera ou pas une réussite. Quel sera l'impact des sécheresses et ouragans dévastateurs qui se manifestent à une fréquence plus élevée?
Par ailleurs, il y a aussi des évolutions positives. Les relations avec la Russie, la Chine et l'Union européenne n'ont jamais été aussi bonnes.

La solidarité
L'avenir dira si Cuba parviendra à relever ces défis. Dans ces temps de droitisation et de durcissement des mœurs, plus que jamais est nécessaire la solidarité avec un pays qui montre, depuis 60 ans déjà, ce que représente la fraternité des peuples et où l'homme et non le profit est mis au centre de la vie. Hasta siempre!

Notes:
(1) ALBA est l'alternatif bolivarien pour l'Amérique-Latine. Ce cadre de coopération, créé en 2004, doit constituer une contrepartie à l'ALCA, l'accord de libre-échange que les Etats-Unis voulaient imposer à l'Amérique Latine. Cuba et le Venezuela étaient les premiers membres, suivis par la Bolivie, le Nicaragua, la République dominicaine, l'Equateur et quelques autres pays.
En décembre 2011 a été créée, à l'initiative de Hugo Chavez, la Communauté des Etats Latino-américains et caribéens (CELAC). Pour la première fois de l'histoire, un organe régional de toute la région latino-américaine (y compris les Caraïbes) s'est constitué, sans les Etats-Unis et le Canada.
En 2007 est créée, à l'instar de l'Union européenne, Unasur: l'Union de nations sud-américaines. Elle comprend, outre un parlement, une banque, la Banco del Sur, qui doit être un alternatif au FMI.

Traduction du néerlandais: E. Carpentier

Source : Journal Notre Amérique
https://www.investigaction.net/fr/socialisme-tropical-depuis-60-ans-bilan-de-la-revolution-cubaine/

Défis pour le Mouvement de solidarité avec Cuba en 2019

Auteur: Nuria Barbosa Leon
24 janvier 2019

Noemi Rabaza Fernandez
Première vice-présidente de l'ICAP, a appelé à la consolidation de l'unité des groupes en solidarité avec Cuba afin de faire face à la politique impériale qui menace le monde aujourd'hui.

Photo: (cortesía ICAP), Karoly Emerson

PERFECTIONNER le travail des groupes de solidarité avec Cuba, en tenant compte de la situation internationale actuelle, sera l'un des défis que se sont lancés pour 2019 les amis et sympathisants de la Révolution cubaine dans le monde, qui ont souligné la nécessité d'intégrer plus de jeunes et d'augmenter le nombre d'organisations.

Ces efforts visent à assurer un soutien et un accompagnement permanents dans la lutte pour la levée définitive du criminel blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis depuis près de 60 ans et pour la restitution du territoire illégalement occupé par une base navale étasunienne à Guantanamo.
C'est ce qu'a déclaré à la presse Noemi Rabaza Fernandez, Première vice-présidente de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP), avant de souligner que la principale lutte en faveur de la cause de Cuba est de contrecarrer les campagnes médiatiques qui cherchent à discréditer les succès de notre projet social.
« Il nous incombe donc de veiller à attirer davantage de jeunes vers les causes défendues par Cuba, ce qui est difficile en raison des tendances actuelles à aliéner la nouvelle génération par la colonisation culturelle et de les éloigner de tout ce qui représente un changement qui s'éloigne du capitalisme », a signalé la dirigeante de l'ICAP.
En ce sens, un accent particulier est mis sur l'attention portée aux boursiers étrangers qui étudient dans les universités cubaines afin qu'une fois diplômés, ces jeunes professionnels intègrent les organisations et parviennent à avoir un impact favorable au sein des mouvements de solidarité du monde entier.
Ils s'emploieront également à renforcer davantage les mécanismes et les actions de communication, afin de parvenir à une gestion efficace de la promotion et de la diffusion, sur des axes thématiques dans la lutte contre les actions d'ingérence, la subversion politique et idéologique, et à mener des actions pour la consolidation de la diffusion des activités des groupes de solidarité et du soutien aux justes causes des autres peuples du monde.
« Notre presse révolutionnaire joue un rôle essentiel dans la divulgation de la vérité sur Cuba, non seulement à travers les medias traditionnels, mais aussi par le biais des forums de discussion en ligne, les blogs, les réseaux sociaux et bien d'autres moyens alternatifs, qui se font l'écho des célébrations et des événements que nous organisons à ICAP. La presse est aujourd'hui notre principale alliée et elle devient notre porte-parole institutionnel », a déclaré Rabaza Fernandez.
Comme résultats concluants pour 2018, la vice-présidente a cité l'augmentation de 15 nouvelles organisations par rapport à 2017, pour un total de 2011 associations. En tout, elles ont organisé plus de 3 800 activités dans 131 pays au cours de l'année, y compris le 17 de chaque mois pour commémorer la libération des Héros cubains, intervenue le 17 décembre 2014.

Au campement international Julio Antonio Mella, dans la municipalité de Caimito, dans la province d'Artémis, les membres de la 25e Brigade sud-américaine de solidarité avec Cuba réalisent un vaste programme d'activités.

Photo: (cortesía ICAP), Karoly Emerson

Les actions contre le blocus touchent davantage de personnes au sein des parlements de chaque pays, des syndicalistes, des personnalités prestigieuses et des intellectuels :«Il faut souligner les événements liés au 65e anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada (26 juillet 1953), au 92e anniversaire de la naissance de notre leader de la Révolution Fidel Castro (13 août 1926) et à la commémoration du 45e anniversaire de la

visite de Fidel dans les tranchées vietnamiennes », a signalé la responsable.
Elle a également souligné l'importance des journées de solidarité organisées à Washington en septembre dernier, qui ont permis de mettre en exergue les réalisations de l'éducation cubaine. Les membres du Congrès et les sénateurs étasuniens ont reçu des détails sur la campagne d'alphabétisation à Cuba et dans d'autres pays, sur le développement de l'éducation avec un système inclusif et gratuit pour le 100 % de la population, et sur la formation dans l'Île de médecins de pays du Tiers monde à l'École latino-américaine de médecine, qui a déjà formé plus de 29 000 jeunes, dont 100 venus des États-Unis.
Parallèlement a eu lieu la journée Tenemos Memoria (Nous avons de la mémoire), pour expliquer au monde entier les dommages causés par le blocus injuste, qui pendant près de six décennies a provoqué des pertes à l'économie cubaine évaluées à plus de 933, 678 milliards de dollars compte tenu de la dévaluation du dollar face à la valeur de l'or sur le marché international. Ces activités ont également permis de rendre hommage aux victimes du terrorisme prôné par la Maison-Blanche pour renverser la Révolution cubaine.
« Nous avons pu toucher des secteurs importants des différents pays, mais à Cuba, il y a eu aussi un vaste mouvement qui a concerné les écoles, les collectifs ouvriers et les quartiers, qui a rallié davantage de gens à ces causes grâce à des arguments solides et irréfutables », a ajouté Rabaza Fernandez.
Une autre façon de connaître la réalité cubaine a été de venir sur l'Île par l'intermédiaire de l'agence de voyage Amistur, placée sous la tutelle de l'ICAP, qui fait la promotion du tourisme politique et organise des visites thématiques auprès des secteurs de la société civile cubaine. «C'est ainsi que 144 groupes nous ont rendu visite au cours de l'année écoulée, avec plus de 5 000 personnes d'une trentaine de pays», a-t-elle précisé, rappelant que ce nombre ne pouvait pas être plus élevé en raison des mesures adoptées par l'administration Donald Trump contre notre pays.
Il est important de souligner les activités de soutien pour aborder des questions liées à la nouvelle Constitution cubaine, qui ont été débattues par des amis de la solidarité. Ils ont reçu des informations détaillées sur cette vaste démarche leur permettant de neutraliser les campagnes de manipulation orchestrées par l'ennemi. C'est le cas pour les raisons du retour des médecins cubains du Brésil, à la suite des déclarations désobligeantes et menaçantes du président de ce pays, Jair Bolsonaro.
Pour Noemi Rabaza Fernandez, tout ce travail permet d'affirmer que les groupes de solidarité jouent un rôle très important pour accompagner et réaffirmer le caractère socialiste de la Révolution cubaine.
En chiffres :
• 2011 associations d'amitié dans 159 pays
• 124 associations de Cubains de 85 pays
• 70 associations de diplômés étrangers à Cuba dans 57 pays
• 35 rencontres de solidarité avec Cuba, dont la Rencontre continentale européenne, la Rencontre régionale nordique et 33 rencontres nationales dans 24 pays.

Source :http://fr.granma.cu/cuba/2019-01-24/defis-pour-le-mouvement-de-solidarite-avec-cuba-en-2019

Le référendum augmente la participation citoyenne dans la Constitution

Par Vivian Bustamante Molina
24 janvier 2019

L'une des étapes importantes de la préparation au référendum du 24 février sur la nouvelle Constitution de Cuba s'est déroulée ces derniers jours : la formation des Commissions électorales provinciales, municipales, de circonscription et spéciales (…)

http://fr.granma.cu/cuba/2019-01-24/le-referendum-augmente-la-participation-citoyenne-dans-la-constitution

Dernière heure

Miguel Diaz-Canel sur les zones frappées par la tornade dans la capitale

Le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, Miguel Diaz-Canel, s'est rendu à l'aube de ce lundi sur les zones frappées par la tornade dans la capitale(…)

Lire la suite : http://fr.granma.cu/cuba/2019-01-28/miguel-diaz-canel-sur-les-zones-frappees-par-la-tornade-dans-la-capitale

Collecte-COLECTA- Spendenaktion „TORNADO HABANA"

Date/Heure /Datum/Zeit-
28.01.2019 - 31.03.2019
À plein temps/Ganztägig

Nous soutenons Cuba dans la reconstruction/
Apoyamos a Cuba en la reconstrucción / Unterstützen wir Cuba im Wiederaufbau!/
->Dons à /Donaciones a / Spenden an
Vereinigung Schweiz-Cuba /Asociación Suiza-Cuba

Compte-Cuenta-Konto No.
PC 30-36190-7
CH97 0900 0000 3003 6190 7

Nota / Vermerk: „Tornado Habana"
http://de.granma.cu/cuba/2019-01-28/diaz-canel-besucht-vom-tornado-betroffene-gebiete-der-kubanischen-hauptstadt-fotos

http://www.granma.cu/cuba/2019-01-29/solidaridad-y-respuestas-rapidas-en-este-momento-de-dolor-29-01-2019-01-01-39

Les dégâts causés par la tornade vue du ciel
Par: Oriol de la Cruz Atencio
Source:
http://www.cubadebate.cu/fotorreportajes/2019/01/28/los-danos-causados-por-el-torndado-vistos-desde-el-cielo/#.XFBXGvXybFA

Campagne permanente

500ème anniversaire de la Havane

La Havane se dirige vers son demi-millénaire

Par Luis Toledo Sande

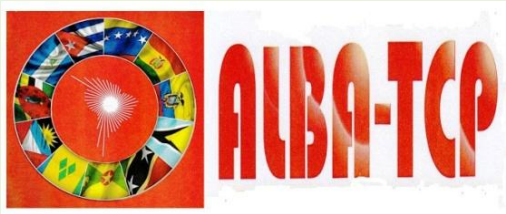
Traduit par Gonzalo Dorado
Le 22 janvier 2019

La ville de La Havane est devenue l'agglomération urbaine prestigieuse qu'elle est depuis bien plus longtemps qu'elle ne soit sélectionnée comme Ville Merveille, conjointement à six autres à travers le monde, par l'organisation suisse New7wonders [7 Nouvelles Merveilles], elle vient d'entrer dans l'année où elle célèbrera le demi millénaire de sa fondation. Ce que l'institution mentionnée a relevé dans son troisième concours a été la prise en compte de « son attractivité mythique, son ambiance chaleureuse et accueillante ainsi que le charisme et la jovialité de ses habitants ».

Publié le 27 novembre 2018 dans « La pupila insomne »(NdT : « La pupille en éveil »)

http://cubacoop.org/spip.php?page=article&id_article=4084

Nouvelles et Activités



«L'Amérique latine unie sera sauvée: divisé elle périra. Travaillons, compagnons, pour l'union, pour assurer la véritable indépendance de nos peuples »
Augusto César Sandino

Quand on veut noyer l'ALBA, on l'accuse d'avoir la rage, par Maurice Lemoine

24 Jan 2019

Sans refaire l'histoire du conflit qui a embrasé le Nicaragua de la mi-avril à la fin juillet 2018, il n'est pas inutile de revenir sur quelques-uns de ses épisodes significatifs, l'immense majorité de la noble caste médiatique ayant

depuis longtemps oublié le sens du mot « contextualiser ».
(...)
https://www.investigaction.net/fr/quand-on-veut-noyer-lalba-on-laccuse-davoir-la-rage/

ÉVÉNEMENTS PUBLICS EN SUISSE ET LE MONDE DE SOLIDARITé AVEC LE PRÉSIDENTE NICOLAS MADURO ET LE PEUPLE DE LA RBdeVENEZUELA...CONTRE L'INGÉRENCIE INTERNATIONALE ET POUR LA PAIX

RENCONTRE DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE DE VENZUELA

Genève,/Suisse, 23 janvier 2019

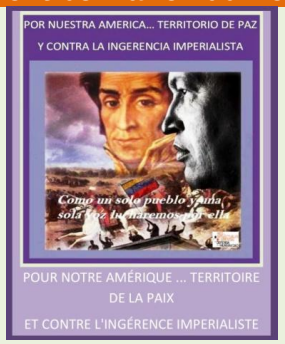
A la Mission vénézuélienne auprès de l'ONU, après la Rencontre dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec la République bolivarienne du Venezuela. Une Nation qui résiste et avance avec les peuples d'Amérique latine, face à l'interventionisme des Etats-Unis et de leurs alliés, de leur ingérance invoquant des "actions humanitaires" et la "restauration de la démocratie". Ce fut l'expression de solidarité et d'accompagnement des organisations sociales suisses et latino-américaines.

(Vidéo)
Suiza Solidaria con la Rev. Bolivariana en Venezuela 23 Enero 2019

Por Eliécer Jiménez Julio

https://www.youtube.com/watch?v=QZqDwJHhNBE

On y va CARAJO! Nous allons à la charge de vaincre la tristesse et la MORT, message du Mouvement bolivarien du Venezuela



L'espoir ne mourra jamais. Toujours têtus et tenaces, nous poursuivons l'utopie. Personne ne nous enlèvera nos rêves ! Celui qui s'est rendu, faites un pas de côté! Quiconque est prêt à se battre, bienvenue! La route est longue et semée d'embuches! Nous n'avons pas le droit de nous rendre! Nous n'avons pas le droit de décevoir ce peuple! On y va CARAJO! A la charge! Nous devons vaincre la tristesse et la MORT!

Mouvement bolivarien du Venezuela

COMMUNIQUÉ
No Pasaran !

Les États-Unis, considérant le reste de l'amérique comme leur arrière-cour, planifient à nouveau un changement de gouvernement pour la République Bolivarienne du Venezuela.

L'extrême droite, **larbin des Etats-Unis, tentent comme auparavant au Brésil par des moyens illégaux, de remodeler l'Amérique latine selon leurs propres intérêts financiers.**

Bien que Maduro ait été élu président par la population vénézuélienne avec 67% des voix (plus de 6 millions), les agents de l'opposition tentent de forcer un gouvernement parallèle.

Le nouveau "président" non élu et autoproclamé, Juan Guaido, du parti de droite "Voluntad Popular" et marionnette du gouvernement Trump, a été immédiatement reconnu par les États-Unis et leurs alliés comme président du gouvernement de transition suite à son annonce.

Il s'agit d'une attaque contre la volonté du peuple vénézuélien et viole également la constitution de la République Bolivarienne du Venezuela. Une fois de plus, l'impérialisme n'a pas peur d'utiliser des moyens barbares et illégaux afin d'imposer ses intérêts.
Un coup d'Etat ne règlerait en rien les problèmes économiques ou sociaux rencontrés par le pays, bien au contraire.

Comme l'histoire nous l'enseigne, aucun pays touché par la "démocratisation étasunienne" et l'ingérence dans ses affaires internes n'a connu de jours meilleurs. De plus, les menaces d'intervention militaire nous rappelle les opérations destructrices menée en Irak, en Lybie ou

encore en Syrie.

Les Jeunes POP dénoncent toutes interventions impérialistes et appellent à la paix entre les peuples.

C'est pourquoi nous nous solidarisons avec le peuple vénézuélien, Nicolas Maduro et, en particulier nos camarades du PCV/JCV, à qui nous envoyons nos salutations révolutionnaires !

Non aux diktats étrangers !

YANKEES GO HOME !

Vive la solidarité internationale !

Organisations internationalistes sociales et partis politiques en Suisse

Red Europea de Solidaridad con la Revolución Bolvariana-ALBA – Suiza-Partido Suizo del Trabajo PST – POP-Juventud Comunista de Suiza-Asolatino – Berna-AIPAZCOMUN – Suiza-Partido Comunista Colombiano en Suiza-Argentinos para la Victoria, provincia 25-Teatro Vuelvo al Sur-Por Bolivia me muEVO-Bloque de Solidaridad América Unida-Constituyente de exiliados perseguidos por el estado colombiano-Plataforma Suiza-Latinoamericana por la Paz en Colombia

OPINION dans la PRESSE SUISSE

Venezuela: l'armée appuie Maduro face au soutien international à Guaido

24.01.2019

VENEZUELA Le président Nicolas Maduro est soutenu par l'armée vénézuélienne, la Russie, la Chine, Cuba et le Mexique. Le président par intérim Juan Guaido reçoit des messages de soutien de dirigeants d'Amérique du Sud, des Etats-Unis, du Canada et de l'Union européenne

Tout l'article sur:
https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/venezuela-l-armee-appuie-maduro-face-au-soutien-international-a-guaido-815387

Journées solidaires en Suisse, Europe, Monde (photos-posters...)

Basel

Bellinzona (Tessin)

Zürich

Berne

Venezuela: la FSM condamne l'ingérence contre la République bolivarienne du Venezuela

25 Jan 2019

La Fédération Syndicale Mondiale (FSM), qui représente 95 millions de travailleurs sur les cinq continents ainsi que le mouvement ouvrier de classe mondial, rejette de manière catégorique la tentative de coup d'État contre le gouvernement légitime de la République bolivarienne du Venezuela.

Cette ingérence, orchestrée par le gouvernement américain, l'OTAN et l'UE et exécutée par les porte-parole des transnationales et des monopoles du pays, constitue une violation flagrante des règles les plus élémentaires du droit international et de la souveraineté du Venezuela. Pour la FSM, c'est un droit inaliénable de chaque peuple de pouvoir décider par lui-même, sans intervention extérieure, de son présent et de son avenir.

En outre, la FSM réitère, comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises, sa solidarité avec le peuple vénézuélien, avec la classe ouvrière et nos organisations affiliées dans le pays face à cette menace impérialiste. De plus, nous appelons le peuple vénézuélien à rejeter les manœuvres des impérialistes et de leurs laquais dans la région, contre les plans des assassins des peuples. Nous continuerons à soutenir la classe ouvrière vénézuélienne pour l'approfondissement du processus bolivarien jusqu'à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, vers un monde nouveau, sans guerres ni barbarie impérialiste. C'est là la seule voie pour repousser les plans des impérialistes.

Vive la solidarité internationaliste!

Le secrétariat

"Ils ont poussé le Venezuela au bord du précipice", ont dénoncé Chomsky et 70 autres signataires d'une lettre ouverte
Les intellectuels contre le coup
https://www.pagina12.com.ar/170791-intelectuales-contra-el-golpe?fbclid=IwAR1zqEVJMxdWDQfFnk9PldNhCZkvJjy7ClBvE6rSPhAE3a6ahlPtVLWTj_M

Face à l'impérialisme, unité des peuples!
Acte à Valence, Espagne

Paris-L'Ambassadeur Michel Mojica avec Direction politique International du PCF

Stockholm, Suède

Le Parlement et des intellectuels du Royaume-Uni soutiennent le Venezuela... La première signature est celle du député, John McDonnell... (Journal The Guardian- Dimanche 27 janvier 2019).

Les jeunes sandinistes soutiennent le président Maduro Révolution bolivarienne

L'Uruguay reconnaît Maduro, en tant que président du Venezuela/ LE MINISTRE URUGUAYEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RODOLFO NIN NOVOA

Ambassade de l'Inde à Caracas

Les travailleurs du syndicat de l'industrie du ciment et des dérivés du Panama, SITICEDPA.

"Nous peuples ne sont pas la cour arrière de personne"
Papa Francisco-Panamá 25 janvier 2019

Movimiento Ecuatoriano Alfarista Bolivariano MEAN est solidaire du peuple et du gouvernement vénézuéliens

Des argentins soutiennent le Venezuela devant l'ambassade de Buenos Aires

PAS A LA TENTATIVE DU COUP D'ETAT AU VENEZUELA
NOUS REJETTONS TOUT L'INGÉRENCE DANS VOS AFFAIRES INTERNES-Députés nationaux d'Argentine-

Les Colombiens continuent leurs journées de solidarité avec la révolution bolivarienne du Venezuela.

C'est ainsi qu'ils ont "libéré" le Chili ...
Maintenant, ils veulent "libérer" le Venezuela

IVe Rencontre des Chiliens de l'étranger
Comité international Chili, nous sommes tous (Santiago, 24 janvier 2019).
L'Assemblée s'est prononcée contre le coup d'État contre le gouvernement de Nicolás Maduro au Venezuela ...

Comisión Nacional de los Derechos Humanos, Inc.
(CNDH)

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH-RD) de la République Dominicaine condamne la tentative de coup d'État menée au Venezuela avec le soutien du gouvernement des États-Unis et l'aval de l'OEA.

VENEZUELA PROGRESSISTE, No.19 Janvier 2019-Berne, Suisse

Lisez sur : http://www.aipazcomun.org/?p=28216

L'Empire contre le Venezuela

Par Diego Olivera Evia:

Janvier 2019

Guarimbas, le coup d'État manqué d'un groupe de la Garde nationale

L'immoralité de l'opposition vénézuélienne à réorganiser de nouvelles actions terroristes « guarimbas » contre les citoyens vénézuéliens et chavistes, recréez une crise sociale et politique, le soi-disant président de l'AN, Juan Guaidó chef les jeunes de la violence dans la capitale du Venezuela, Caracas appelé dans la rue à des rassemblements dans les rues bolivar, essayant d'ignorer le père du Venezuela et de la Grande Colombie, trahi dans la vie, le mantuana Oligarchie et maintenant dans sa mémoire, comme ils ont fait une personne apatride, et disciple de faux positifs dans une tentative de style de uribista, après des millions de dollars à la maison passent inaperçus à l'œil de la Justice et le Congrès encore entre les mains du droit et ultra trafic de drogue avec la vente de drogue, aux États-Unis baisser en fermant les yeux à la DEA, une agence de corruption et criminelle.

Les attaques du groupe immorale et illégale du Pérou, détenu dans une structure vide contenu sans structure juridique adopte une campagne

contre le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Bolivie et maintenant le Mexique, tandis que les groupes minoritaires de l'OEA, comme jamais ont atteint le quorum, de punir et mettre au Venezuela de ces organisations dominées par les Etats - Unis et que le malheur de Trump et son combo de l' ancien CIA assassiné, les retraités militaires avec des milliers de crimes contre l' humanité, et ne cherchent qu'à de contrôler la nations avec de l' huile, l' or et des minéraux précieux, y compris l' eau de l'aqueduc Guani vendu à Nestle et des États - Unis a par l' ancien président Bush, le port de l' eau dans conteiner à la bouteille et vendre des marques exclusives en Europe et en Amérique transmettre Amérique à des prix gastronomiques .

Mais revenons à cette crise créée par Juan Guaidó, arrogeant le droit de vouloir être président, sans savoir que l'Assemblée nationale (AN), est coupable d'outrage ne sont pas reconnus ni par Maduro et sanctionné par le pouvoir exécutif, et ce personnage attaqué Vénézuéliens, brûlant chavistes et noir, dans les rues des secteurs de la classe moyenne, pour attaquer les matières fécales chavistes, et des pantalons Guaidó avec les fesses bas, avec la chance de porter le maillot de son nom, que cette façon fasciste, vous pouvez aider à un changement au Venezuela, au vice-président du aN reconnaître Maduro comme président et de la même manière parti Claudio Fermin action démocratique, rendez-vous .AD.

La constante menace du groupe illégal du Pérou, y compris les menaces de traître Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro , l'organisation la plus corrompue, immorale et traînés aux États - Unis, expulsé de la FA de l' Uruguay, immorale et anti Amérique latine, ce sont les gens qui ont essayé de renverser Maduro à son premier mandat et maintenant à son deuxième mandat, il est à nouveau attaqué par des groupes ennemis, ignorant le plus grand président a voté avec plus de 113 pays, devant un groupe broussailleuse pays connaissent seulement rampent le président américain, Donald Trump, montrant la position des assassins et des pirates.

L'Empire contre le Venezuela

Ce sous-titre provient de Star Wars, mais ressemble vraiment à des modèles colonialistes, de l'Espagne, les Britanniques, les Portugais, les Hollandais et les Français, qui génèrent la destruction de groupes ethniques indigènes dans le nouveau continent, la voracité de l'or et l'histoire de l'argent cadre des massacres et des millions de peuples autochtones, ont été tués dans le plus grand génocide de l'histoire, avec l'Afrique détruit par les mêmes pays, en ajoutant l'esclavage et la torture, qui persistent encore dans ces villages.

Les crises de l'économie en développement est prévue pour Etats-Unis et l'Union européenne qui contrôlent la richesse de la nation en développement, les guerres d'extermination appelé maintenant « aider les gens » et sont vraiment nouvelles réalisations pour le bien de re-balkanisation , l'Europe, sont maintenant les mêmes à vouloir diviser la Syrie, massacrant et le joindre aux États-Unis et la Turquie, et ont détruit les nations et tué des millions d'êtres humains.

Et maintenant le règne de Trump cherche contrôler l'arrière-cour d'Amérique, afin de contrôler la richesse des pays soumis à l'empire, rampant faux démocrates et leur modèle de corruption que les gouvernements Macri, Piñera, Pérou, Duque sont, et le plus grand Bolsonaro fasciste qui veut détruire l'Amazonie, la vente aux entreprises et aux multinationales richesses, menaçant le Venezuela envahir.

Les nouvelles mesures anti - actions démocratiques au Venezuela et les attaques contre les écoles, les centres culturels, le transport par autobus brûlé, les citoyens d'agression étant chavistes, les nouveaux guarimbas et mensonges des pays bien contre la réalité économique et politique d'agression des États - Unis, avec ses sanctions, ont généré des coups lourds du peuple vénézuélien, la santé, la nourriture et les médicaments font partie du régime de l'empire, pour noyer le Venezuela et générer des agressions extérieures, ou utiliser le droit créole actions violentes, qui génèrent seulement une plus grande douleur et les crises dans la société vénézuélienne.
https://barometrolatinoamericano.blogspot.com/2019/01/el-imperio-contrataca-contra-venezuela.html

Venezuela
Guaidó, fantoche du XXI° siècle

28 Janvier 2019
Manuel Cabieses Donoso

Juan Guaidó, militante de Volonté Populaire, une cellule terroriste d'extrême-droite au

Venezuela passera dans l'histoire comme le premier fantoche du XXI° siècle au Amérique Latine.

Les gouvernants fantoches étaient des créatures utilisées sous l'Empire Romain et par les fascistes de Mussolini, les nazis d'Hitler et les Nord-américains en Amérique Latine, en Iraq et en Libye aux XIX° et XX° siècles.

La différence entre les fantoches antérieurs et l'actuel fantoche du Venezuela est que ceux-ci, tant bien que mal, avaient un Gouvernement – boiteux mais un Gouvernement quand même – qui était fier de le représenter.

Un Gouvernement, même provisoire et minimal doit avoir un appareil administratif, des tribunaux – corrompus mais des tribunaux quand même – une police et – le plus important – des forces armées dur le territoire national qui lui obéissent – ou font semblant de lui obéir.

Dans le cas du Venezuela, le Dioclétien yankee a inversé les règles du jeu. Au lieu de créer d'abord les conditions institutionnelles minimales qui permettent de désigner le fantoche, il a commencé par construire le sommet de la pyramide. Le résultat est un désastre de la théorie et de la pratique politique. Au lieu d'un gouvernant fantoche, nous avons au Venezuela un bouffon dont même la police du coin de la rue ne fait aucun cas. Guaidó est un gouvernant sans Gouvernement. Il ne contrôle aucun aspect de la vie vénézuélienne. L'appareil administratif, les services publics, les communications, le budget de l'Etat, la Police, les Forces Armées, l'espace terrestre, maritime et aérien du pays, tout, en somme, est sous les ordres du président constitutionnel de la République, Nicolás Maduro.

Et le rôle du « président » Guaidó est encore plus risible ou tristement ridicule. Malgré la reconnaissance instantanée de la reconnaissance de l'Empire et de ses Gouvernements satellites, il ne commande à personne au Venezuela. Il n'est même pas le gouvernant fantoche d'un véritable Gouvernement fantoche. Ce qui est arrivé au Venezuela est un montage du monstre de la communication que gèrent les Etats-Unis.

Pire encore est le rôle ridicule que jouent plus d'une dizaine de pays latino-américains parmi lesquels le Chili. Ils ont accordé leur reconnaissance diplomatique et politique au fantoche de Caracas quelques minutes après la Maison Blanche. Ces Gouvernements confirment la confidence faite par l'ex-président péruvien P.P. Kuczynski après avoir rencontré Trump. Le Péruvien destitué pour corruption a dit que pour Washington, l'Amérique Latine et les Caraïbes sont « un bon chien qui dort sur le tapis. »

Cela fait mal de voir que parmi des chiots se trouve le Gouvernement du Chili qui, dans le passé, a eu une politique internationale honorable, conforme aux devoirs de fraternité latino-américaine et au respect du principe de non intervention. Au Gouvernement du Président Piñera – et de son secrétaire aux Affaires Étrangères, le transfuge Ampuero, il a manqué la hauteur de vue du président conservateur Jorge Alessandri Rodríguez qui, en 1962, a fait tout son possible pour empêcher l'expulsion de Cuba de l'OEA. Le Chili avait été l'un des rares Gouvernements à ne pas avoir soutenu la manœuvre des Etats-Unis.

Comment va finir cette farce que l'Amérique Latine est en train de vivre ?
Le Gouvernement du Venezuela puisse-t-il maintenir le calme et ne pas transformer cette comédie en drame ! Il faut laisser les Trump, les Pompeo, les Bolsonaro, les Guaidó et les petits chiens savants du Groupe de Lima faire les pitres.
Nous, soyons sérieux, s'il vous plaît.

24 janvier 2019

Traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos
Source en espagnol :
http://www.resumenlatinoamericano.org/2019/01/24/venezuela-guaido-fantoche-del-siglo-xxi/

URL de cet article :
http://bolivarinfos.over-blog.com/2019/01/venezuela-guaido-fantoche-du-xxi-siecle.html

Venezuela
Communiqué du Gouvernement sur l'ultimatum de l'Union Européenne

28 Janvier 2019

La République Bolivarienne du Venezuela exprime son plus énergique rejet de la déclaration de l'Union Européenne en date du 26 janvier par laquelle elle a manifesté sa décision de se joindre au plan de coup d'Etat orchestré par le Gouvernement des Etats-Unis en prétendant même lancer un ultimatum au Gouvernement vénézuélien, dans le plus pur style des vieilles puissances coloniales qu'elle représente.

Le Venezuela déplore que l'Union Européenne n'ait pas eu le courage de résister aux pressions des Etats-Unis et en conséquence, ait décidé de se joindre à l'indigne choeur de Gouvernements satellites et exige qu'elle cesse son attitude provocatrice et adopte, à la place, une position de respect et d'équilibre constructif qui n'encourage pas la fracture de l'ordre constitutionnel et la violence.

De même, la République Bolivarienne du Venezuela se permet de rappeler aux autorités européennes que la légitimité et la constitutionnalité des élections, des institutions et des autorités de l'Etat vénézuélien ne dépendent en aucune façon de la reconnaissance, des jugements ou des positions d'une quelconque autorité étrangère, raison pour laquelle ses arrogantes exigences n'ont aucun effet tangible.

La logique coloniale a été chassée de la Patrie vénézuélienne il y a 200 ans par la geste libératrice de Bolivar et cet héritage sera défendu aujourd'hui comma il l'a été alors.

Le Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela continuera à parier sur le maintien d'une relation constructive de respect et de coopération avec tous les pays de l'Union Européenne orientée vers le développement partagé et la paix aussi bien au Venezuela que dans la région latino-américaine et caribéenne.

Traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos

Source en espagnol :

http://www.correodelorinoco.gob.ve/venezuela-rechaza-arrogantes-exigencias-de-la-union-europea/

URL de cet article :

http://bolivarinfos.over-blog.com/2019/01/venezuela-communique-du-gouvernement-sur-l-ultimatum-de-l-union-europeenne.html

Le Venezuela triomphe à l'ONU

Conseil de Sécurité

Venezuela
Le coup d'Etat et « l'oint du Seigneur »
Par Geraldina Colotti

27 Janvier 2019

Le Venezuela est au centre de la scène mais cadré sur un seul angle, celui de l'Empire. En réalité,il y a un « coup d'État institutionnel » dans le pays, organisé par les Etats-Unis à travers l'extrême-droite. Une nouvelle sorte de coup d'Etat basé sur une dangereuse simulation avec la complicité de ce qu'on appelle la « communauté internationale. » Dans la version des médias, il y a d'un côté un « dictateur communiste » qui ne peut diriger un pays parce que c'est un ancien chauffeur de bus, qui fait mourir de faim sa population et l'opprime quand elle demande la « liberté » et de l'autre, un jeune inconnu dynamique qui a décidé de se proclamer président et de chasser « l'usurpateur » une fois pour toutes.

Le premier a pour nom Nicolás Maduro, le second est un certain Juan Guaidó. Pour soutenir le premier, le président actuel, élu le 20 mai 2018 avec plus de 6 000 000 de voix, il y a une multitude de chemises rouges, de femmes, de jeunes des quartiers, de travailleurs, d'indigènes et d'afro-descendants. Les secteurs de la classe moyenne, tellement différents et composés sous l'oeil des caméras, qui se consacrent au coup d'Etat et à la déstabilisation, vont écouter les proclamations du second, un militant du parti d'extrême-droite Volonté

Populaire, actuel président du Parlement dans l'illégalité. Les conflits politiques, ils les résolvent en brûlant vifs leurs adversaires. C'est arrivé pendant les protestations violentes de 2017 et à nouveau maintenant mais les grands médias continuent à attribuer ces morts au Chavisme.

Aucun dirigeant de l'opposition n'a élu président cet inconnu de 35 ans puisque la partie la plus extrême de la droite avait décidé de saboter les dernières élections pour ouvrir la voie aux plans de Washington. Et en fait, pour la première fois dans l'histoire du Venezuela, c'est Donald Trump qui a décidé que le pays devait avoir un « président par interim » nommé directement par la Maison Blanche. Immédiatement, ses vassaux lui ont fait écho : le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, les pays néolibéraux d'Amérique Latine et même l'Europe hypocrite qui a lancé un ultimatum à Maduro: s'il n'organise pas des élections « démocratiques » très rapidement, Guaidó sera reconnu en tant que président.
PUBLICITÉ

Une situation grotesque qui viole les principes les plus basiques de l'indépendance d'un pays souverain et la légalité internationale, qui n'est basée sur aucune clause de la Constitution, qui ignore les institutions intérieures et la volonté des électeurs et exige une invasion militaire par un pays étranger.

Tout cela s'appelle « démocratie » ? Evidemment oui, étant donné la longue soumission des Gouvernements européens aux diktats de la Troïka et du Fonds Monétaire International. Evidemment oui pour les Gouvernements latino-américains de droite, nostalgiques du temps où le continent était considéré comme « l'arrière-cour des Etats-Unis. »

L'imposition d'une nouvelle « Doctrine Monroe » par les Etats-Unis est certainement à la base des stratégies de déstabilisation qu'ils appliquent au Venezuela bolivarien. Un pays qui regorge de ressources stratégiques, de pétrole, d'or, de coltan et d'autres minéraux mais aussi riche en eau. Mettre la main sur ce p pays signifierait, entre autres choses, que les Etats-Unis possèdent les immenses réserves de pétrole disponibles tout près, ce qui raccourcit le temps de transport par rapport à celui qui est nécessaire pour amener le pétrole du Moyen Orient aux Etats-Unis.

Cela signifierait aussi une meilleure confrontation avec les projets chinois pour la nouvelle Route de la Soie. De plus, le Venezuela a été gouverné pendant 20 ans par une « démocratie participative et agissante » dans laquelle ce n'est plus seulement une oligarchie restreinte soumise aux grandes transnationales qui jouit de ces richesses mais le peuple.

Un pays qui, en quelques années, a accordé aux secteurs traditionnellement exclus des droits et des avantages, ce qui indique qu'il a pris une voie différente de celle du capitalisme. Un exemple dangereux qui doit être détruit par tous les moyens : en infectant et en multipliant les vieilles blessures grâce à l'utilisation de systèmes modernes de tueurs à gages économiques pour faire « crier l'économie » comme l'ont fait le professeur Friedman et ses Chicago Boys sur ordre de la CIA avec Allende au Chili.

Le coup d'Etat de 1973 au Chili est une référence très présente au Venezuela. Le pilier essentiel de la révolution bolivarienne, en fait, est l'union civique et militaire : les Forces Armées entraînées par l'exemple des « libérateurs » et le « socialisme humaniste, » prêtes à donner leur vie pour défendre « la paix avec la justice sociale » et non à la vendre au plus offrant.

Et c'est le premier écueil que doit affronter l'impérialisme pour imposer son « Gouvernement de transition » sur le modèle syrien ou libyen au pays de Bolivar. Le second obstacle est le soutien du peuple dont jouit le chavisme malgré le coût élevé imposé par la guerre économique et même malgré les limites d'une « expérimentation » postérieure au XX° siècle destinée à tracer un nouveau chemin dans des eaux infestées de requins.

Le troisième obstacle aux appétits de Trump, c'est la position du Venezuela dans les relations internationales. Suite à la politique de relations Sud-Sud mise en place par Chávez, le Gouvernement bolivarien a privilégié ses relations avec le Russie, la Chine, l'Iran et maintenant la Turquie. Quand il assumait la présidence tournante du Mouvement des pays Non-alignés (MNOAL, la plus grande organisation après l'ONU), il a mis la diplomatie de paix au centre de cette organisation et il veut faire la même chose à

l'OPEP, dont il assume actuellement la présidence.

Jusqu'à présent, ces obstacles ont empêché que triomphe la stratégie du « chaos contrôlé, » un des buts poursuivis par l'impérialisme aussi ben grâce à la guerre économique que grâce aux sanctions et à l'isolement international comme la création d'une soi-disant « crise humanitaire » des migrants sur les frontières. Des arguments grâce auxquels ils essaient d'impliquer les pays voisins en transformant le Venezuela bolivarien en menace pour la sécurité de ces pays, évidemment alliés de Washington. Une stratégie qui, avec le retournement de l'Equateur de Lenin Moreno, a frappé férocement les alliances de l'ALBA créées par Fidel Castro et Hugo Chávez.

Le Venezuela est un laboratoire pour les guerres de quatrième et de cinquième génération qui utilisent les grands médias comme acteurs des conflits armés. Comme dans les agressions antérieures (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie), des prétextes sont construits et diffusés pour augmenter encore plus le niveau de conflit. Dans ce cas, avec l'imposition d'institutions internationales totalement artificielles comme le Groupe de Lima, il y a une augmentation supplémentaire du seuil et de la politique du fait accompli. Ce qui aujourd'hui concerne Venezuela, demain peut concerner n'importe quel autre pays, même ceux qui aujourd'hui soutiennent les politiques du complexe militaire et industriel. Parce que l'impérialisme ne reconnaît aucun drapeau. (Révision Gabriela Pereira)

Traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos
Source en espagnol :
http://www.resumenlatinoamericano.org/2019/01/26/venezuela-el-golpe-de-estado-y-el-ungido-del-senor/

URL de cet article :
http://bolivarinfos.over-blog.com/2019/01/venezuela-le-coup-d-etat-et-l-oint-du-seigneur.html

L'OEA n'obtient pas les voix nécessaires pour reconnaître Guaidó et son ambassadeur illégal

25 Janvier 2019

Publié par Bolivar Infos
http://bolivarinfos.over-blog.com/2019/01/venezuela-l-oea-n-obtient-pas-les-voix-necessaires-pour-reconnaitre-guaido-et-son-ambassadeur-illegal.html

Amérique Latine

Opinion Internationale

Les 5 arguments les plus stupides pour défendre l'interventionnisme de Trump au Venezuela (Medium)

Caitlin JOHNSTONE

Depuis que l'administration Trump a annoncé qu'elle ne reconnaissait plus la légitimité du gouvernement élu du Venezuela, je discute avec les gens dans les médias sociaux au sujet de sa tentative effrontée de coup d'État dans ce pays. Les gens qui soutiennent l'interventionnisme de Trump sont presque exclusivement des partisans de Trump, avec plus ou moins de mon côté sur cette question des militants de gauche et des libertaires anti-guerre ainsi que des centristes de base qui préfèrent pour la plupart (...)

Tout l'article sur : https://www.legrandsoir.info/les-5-arguments-les-plus-stupides-pour-defendre-l-interventionnisme-de-trump-au-venezuela-medium.html

MÉMOIRE des PEUPLES

La Bolivie, sans ambassadeur des États-Unis depuis déjà dix ans, jouit de la stabilité politique, de la croissance économique et de la souveraineté

ELCAMINANTEHN • 6 NOVEMBRE 2018

Traduction : Magda Pavitt (ASC GE)

La Paz. Il y a dix ans, le 10 septembre, le président Evo Morales a ordonné l'expulsion de l'ambassadeur américain, Philip Goldberg. Ce lundi, il a rappelé cet événement en publiant sur le réseau social Twitter, un texte illustré par une vidéo dans lequel il déclare aussi que la Bolivie est désormais un pays

souverain et que « nous sommes mieux lotis économiquement ».
« Il y a dix ans, aujourd'hui, nous avons expulsé l'ambassadeur des États-Unis en Bolivie, Philip Goldberg, parce que le pays vivait une escalade de violence du fait des ambitions séparatistes de l'oligarchie, suscitées par l'empire. Grâce à l'unité du peuple, nous sommes maintenant un pays souverain et nous sommes mieux lotis économiquement (sic) », a-t-il écrit.
En cette journée de 2008, lors d'un événement au cours duquel un plan pour l'emploi était lancé, Morales a fait la déclaration suivante : « Sans craindre personne et sans craindre l'empire, je déclare aujourd'hui, devant le peuple bolivien, M. Goldberg persona non grata. Il est accusé d'ingérence. »
Puis il ajouta : « Nous ne voulons pas de séparatistes, ni de ceux qui prêchent la division ou qui conspirent contre l'unité. Nous ne voulons pas de gens qui portent atteinte à la démocratie ».
La décision avait été prise lors de la mobilisation des blocs d'opposition de la soi-disant « demi-lune » composée de Santa Cruz, Beni, Pando, Chuquisaca et Tarija, citoyens et politiques, qui réclamaient l'autonomie.
Depuis, la Bolivie et les États-Unis n'ont plus de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs parce que la Maison-Blanche a également révoqué le représentant bolivien Gustavo Guzmán.
Bien qu'il y ait eu des rapprochements entre La Paz et Washington, qu'un accord-cadre d'entente ait été conclu et qu'il ait même été question d'une rencontre entre Morales et Barack Obama, président à l'époque, les relations restent difficiles.
A ce jour, le président bolivien se montre très critique à l'égard des mesures prises par Donald Trump, et il a enjoint l'actuel chargé d'affaires, Bruce Williamson, de ne pas intervenir, ce dont l'envoyé de la Maison Blanche a fait abstraction.
Dans une déclaration récente à La Razón, publiée lundi 3 septembre, le diplomate s'est penché sur les relations commerciales entre les deux pays et a déclaré que le solde de la balance commerciale est de zéro.
« Les relations commerciales s'élèvent actuellement à 1,2 milliard de dollars et, mieux encore, la balance commerciale entre les deux pays est quasiment nulle, c'est-à-dire que plus ou moins la moitié correspond aux exportations boliviennes vers les États-Unis et l'autre moitié aux exportations américaines (États-Unis) vers la Bolivie », a-t-il précisé.
Il a ajouté, ce chiffre « est très impressionnant et marque le début du dialogue entre les peuples, entre le peuple bolivien et le peuple nord-américain, dialogue qui servira de base pour améliorer les relations bilatérales ».

Source en espagnol :
https://elcaminantehn.com/2018/11/06/diez-anos-sin-embajador-de-eeuu-bolivia-goza-de-estabilidad-politica-crecimiento-economico-y-soberania/?fbclid=IwAR2yd0nUjXV2mrIbRWmZWNhpIc8rDWO09cQoXeKRpyWts9fYZmooUBorDaA

ÉVÉNEMENTS

Concentration le passé 30 janvier

Non à l'agression impérialiste contre le Venezuela/Valencia-Espagne

Grande Concentration pour la Paix, en solidarité avec le Venezuela et la Révolution Bolivarienne

Genève Pl.des Nations
Samedi 2 février-11h

BLOC DE SOLIDARITE AMERICA UNIDA
EN SUISSE

Vous invite à participer à la

"Grande concentration pour la paix, en solidarité avec le Venezuela et la révolution bolivarienne"

Lieu: Place des Nations
1202 Genève - Suisse
Date: samedi 2 février 2019
Heure: 11h à 12h

Nous espérons pouvoir compter sur votre précieuse participation à un moment où la patrie de Bolívar et de Chávez est menacée par des agressions impérialistes et par une tentative de coup d'État.
OUI à la paix, PAS à la guerre!

Nous vaincrons!

Avec le soutien : Teatro Vuelvo al Sur ; Aipazcomun Suisse- ON Y VA Globalizando la Solidaridad ; Plateforme Suisse-latino-américaine pour la paix de la Colombie ; ALBA SUISSE ;Association Suisse Cuba, section Genève...

Organise : Le Bloc de Solidarité América Unida en Suisse, Associations, Organisations sociales, internationalistes à Genève…

CONGRES ET EVENEMENTS A CUBA
Connaître les événements à Cuba avec CubaGrouPlanner

http://www.cubagrouplanner.com/es/eventos-congresos

28ème Salon international du livre de La Havane 2019

https://www.cuba-si.ch/es/events/28a-feria-internacional-del-libro-del-habana-2019/

INVITATION

CONFERENCE - EXPOSITION DE PHOTOS SUR LE THEME « FIDEL CASTRO: 60 ANS DE POLITIQUE EXTERIEURE CUBAINE »

Par l'Ambassadeur de Cuba auprès de l'ONU
Pedro Luis Pedroso Cuesta
(Séance de questions-réponses).
UniMail Genève -Salle MR 070
20 février 2019- 18h30

Avec le soutien de la section de Genève de l'Association Suisse-Cuba…

APPEL DE L'ICAP À BRIGADE LE 1ER MAI 2019

http://www.icap.cu/de-la-solidaridad/2018-11-06-convocatoria-del-icap-a-brigada-1-de-mayo.html

LA PENSÉE INTERNATIONALE

Cuba et ses 60 ans de résistance

Par L'Atelier - Histoire en mouvement/Genève

Mercredi 9 janvier 2019

L'HISTOIRE EN MOUVEMENT

Le 1er janvier 1959, Fidel Castro, Ernesto «Che» Guevara et les autres barbudos renversent la dictature de Fulgencio Batista, soutenue par les Etats-Unis. La révolution cubaine, dont nous venons de fêter le 60e anniversaire, est alors la première révolution socialiste dans l'hémisphère occidental, ouvrant ainsi la voie à une vague de mouvements luttant pour la «seconde indépendance» de l'Amérique latine.
«Si je pars, j'arrive; si j'arrive, j'entre; si j'entre, je triomphe». La lutte contre le régime de Batista débute le 26 juillet 1953 avec l'échec de l'assaut de la caserne Moncada, à Santiago de Cuba. Arrêté, Fidel prononce alors son manifeste politique, le concluant par ces phrases restées célèbres: «Condamnez-moi, peu importe. L'histoire m'absoudra!».
D'autres plans contre la dictature batistienne sont élaborés au Mexique après une amnistie, et c'est là que Fidel, son frère Raúl et d'autres rebelles sont rejoints par Ernesto «Che» Guevara, un jeune médecin argentin d'à peine 28 ans qui a été témoin des injustices profondes partout sur le continent.
Leur expédition débarque sur l'île le 2 décembre 1956, mais, alertées, les troupes de Batista les accueillent à coup de bombes et moins d'une vingtaine de guérilleros survivent. Malgré ces difficultés initiales, auxquelles s'ajoute le fait de combattre un ennemi bien plus nombreux et mieux équipé, les troupes de Castro reprennent leur combat à partir de la Sierra Maestra, située à l'est de Cuba.
Après une attaque avortée des troupes de Batista à l'été 1958, les forces de la guérilla entament leur offensive décisive sur les principales villes cubaines. La prise de Santa Clara par les unités commandées par le Che et Camilo Cienfuegos constitue sans conteste un tournant. Batista prend alors la fuite vers la République dominicaine et le triomphe de la révolution cubaine est déclaré le 1er janvier 1959.

«Désormais l'histoire devra compter avec les pauvres d'Amérique». Bien que la révolution soit alors reçue par les Etats-Unis avec une certaine ambivalence, les positions vont très vite se définir: le gouvernement cubain prend immédiatement des mesures pour nationaliser les intérêts capitalistes présents sur l'île. La réponse de Washington ne se fait pas attendre, avec l'invasion de la Baie des Cochons en avril 1961, une expédition d'exilés cubains organisée par les Etats-Unis et défaite par les forces cubaines, et le blocus, imposé en 1960 et toujours en vigueur aujourd'hui.

En dépit de cette hostilité constante, le peuple cubain a su réaliser des progrès sociaux remarquables au cours de ces six dernières décennies. Ainsi, après une vaste campagne de scolarisation, l'île a été déclarée sans analphabétisme en moins de deux ans. Dans le domaine de la santé également, les réalisations sont impressionnantes, comme en témoigne par exemple le taux de mortalité infantile le plus bas de l'hémisphère occidental.

Au-delà des réalisations propres à Cuba, la révolution a toujours été marquée par un profond et authentique internationalisme. Parmi les nombreuses missions internationalistes, le rôle de Cuba en Angola mérite d'être relevé. Dans le sillage de l'indépendance, l'arrivée de 25 000 soldats cubains en 1975 a ainsi empêché la chute du nouveau gouvernement angolais, menacé par les forces soutenues par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Des années plus tard, en 1989, la victoire définitive sur l'armée sud-africaine en Angola sera un coup fatal pour le régime raciste. Au total, entre 1963 et 1991, environ 400 000 Cubain-e-s dont des combattant-e-s, médecins et collaboratrices-eurs civil-e-s ont participé à la libération de l'Afrique du joug colonial.

L'internationalisme se manifeste également sur le plan humanitaire puisque des milliers de médecins, professeur-e-s et technicien-ne-s cubain-e-s ont été déployés aux quatre coins du monde et luttent encore aujourd'hui pour que celles et ceux auxquels on a ôté leur dignité puissent la retrouver.

«Le peuple cubain occupe une place spéciale dans le cœur des peuples de l'Afrique. Les internationalistes cubains ont effectué une contribution à l'indépendance, à la liberté et à la justice en Afrique qui n'a pas d'équivalent par les principes et le désintéressement qui la caractérisent.»

Ces paroles de Nelson Mandela attestent qu'en dépit de ses contradictions et des problèmes qu'elle a pu rencontrer, la révolution cubaine a bien représenté un espoir pour les peuples de ce que l'on nommait encore le tiers-monde. A l'heure où une partie de l'Amérique latine renoue avec les spectres de ses dictatures, l'exemple du peuple cubain retrouve sans doute toute sa pertinence.

L'association L'Atelier – Histoire en mouvement, à Genève, contribue à faire vivre et à diffuser la mémoire des luttes pour l'émancipation des peuples opprimés, des femmes et de la classe ouvrière, par l'organisation de conférences et la valorisation d'archives graphiques, info@atelier-hem.org

Source : https://lecourrier.ch/2019/01/09/cuba-et-ses-60-ans-de-resistance/

Processus de la Révolution bolivarienne au Venezuela (deuxième partie) Par Lázaro Pary

Intertitres

I.- Prémisses objectives et subjectives de la révolution sociale
II- Lénine à propos de la situation ou crise révolutionnaire

L'auteur de cet article a eu le privilège et l'honneur de participer à trois rencontres avec le Président Hugo Chavez et d'avoir écouté ses grandes conférences passionnées et pleines de convictions en faveur de la victoire de la Révolution bolivarienne. Cela s'est passé à Caracas lors du Forum Social Mondial en mai 2005, ensuite durant le Sommet des chefs d'États, qui s'est tenu à Vienne en mai 2006, pour commémorer les 500 ans de la Conquête des Amériques par les colonisateurs espagnols, et finalement au théâtre Carlos Marx à la Havane, Cuba.

S'adressant, depuis la Chaire du Théâtre Carlos Marx au Commandant Fidel Castro, paladin de la révolution cubaine, le président Hugo Chavez et, chef du Parti Socialiste Unifié de Venezuela proclama haut et fort "l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique» L'ALBA» qui regroupa12 pays d'Amérique Latine. en 2004.

Dès son arrivé en 1999, le défunt président Hugo Chavez prendra cause et effet pour la libération de notre continent américain, tout en s'identifiant avec Bolivar et avec le Christ

qu'il nous paraît deux visions du monde diamétralement opposées et irréconciliables. Dans sa condition d'un des survivants de la civilisation Inca des Amériques, l'auteur de ce témoignage réfléchissait avec intérêt sur ses messages si émouvants, sans doute, qui savaient éveiller les consciences endormies des peuples de Sud, condamnés aux nouvelles formes d'esclavage par l'Empire du Nord.

Dès sa réélection du 3 décembre 2006, le président Chavez avait annoncé solennellement: «La patrie, le socialisme ou la mort. Je le jure. Je le jure par le Christ, le plus grand socialiste de l'histoire.». (…)

Voici comme répondait Marx, l'empire colonial a accompli le même rôle que revêt le péché original en théologie. «Adam a engendré le péché et l'a transmis à toute l'humanité, après avoir mordu dans la pomme. Ce péché originel est cause et effet des fléaux de l'humanité». (K. Marx, Le Capital, Éditorial des Sciences Sociales, La Havane, Chapitre. XXIV, p. 634)
L'auteur du Capital, reprendra ensuite le problème de la religion là où Ludwig Feuerbach l'avait laissé dans son ouvrage L'essence du christianisme, en dévoilant l'origine humaine de toute religiosité: «L'homme fait la religion, la religion ne fait pas l'homme. Dieu est ce qui n'est que son propre reflet».
Pour Marx, la critique de la religion n'est qu'un premier pas sur le chemin de l'émancipation humaine. «La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique.» (…)
Tout l'article sur : http://www.aipazcomun.org/?p=28232

« Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée »

Par Atilio BORON

Mohsen Abdelmoumen : Comment expliquez-vous le recul de la gauche et la montée de l'extrême-droite en Amérique Latine, comme on l'a vu au Brésil avec l'élection du fasciste et tortionnaire Jaïr Bolsonaro et celle de Mauricio Macri en Argentine ? Prof. Atilio Borón : Il existe de nombreuses raisons, que je ne peux que résumer ici. Premièrement, l'intensité de la contre-offensive américaine visant à vaincre les gouvernements progressistes a été impressionnante. Macri était un cadeau inattendu, plus dû aux (...)
Lire la suite : https://www.legrandsoir.info/pour-contrer-le-chaos-cree-par-l-imperialisme-un-leadership-honnete-et-des-institutions-fortes-doivent-s-accompagner-d-une.html

SANTÉ

Lula salue le dévouement des médecins cubains

La Havane, 17 déc.2018 (RHC).- L'ex-président brésilien, Luiz Inacio Da Silva, Lula, aujourd'hui injustement en prison dans la ville de Curitiba, a salué le dévouement des médecins cubains.

Dans une lettre adressée au journal cubain Juventud Rebelde, Lula souligne :
«Au Brésil, les médecins cubains sont arrivés aux sites où il n'y avait pas de médecins brésiliens. Dans beaucoup de communautés pauvres, lointaines, dont quelques unes indiennes n'avaient jamais été soignées par un cadre professionnel de la santé.

Beaucoup ont critiqué le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff pour faire venir les médecins cubains. Qu'il serait bon de se passer d'eux, si le Brésil avait suffisamment de médecins pour couvrir toutes les places à l'intérieur du pays et dans les quartiers pauvres de grandes villes!

Qu'il serait bon d'avoir de même que Cuba suffisamment de médecins même pour en exporter vers d'autres pays ! C'est très beau de voir comment une île latino-américaine envoie des médecins au monde entier. C'est bien mieux que ce que font les pays riches qui expédient des soldats et lancent des bombes sur des communautés pauvres. Cuba

pour sa part exporte de la vie, de l'affection et de la santé. »

Comme vous le savez certainement, Cuba a décidé de mettre fin à sa participation au programme de santé Mais médicos, mis en place par le gouvernement de Dilma Rousseff à cause des offenses proférées par le président élu du Brésil, Jair Bolsonaro.

A ce sujet, Lula a signalé dans sa lettre :

«Je déplore que les préjugés du nouveau gouvernement à l'encontre des Cubains l'aient emporté sur la santé des Brésiliens qui vivent dans les communautés les plus lointaines et qui en ont le plus besoin.
Mes compliments pour tous les médecins cubains qui ont su surmonter les critiques et les préjugés et qui nous ont appris qu'une médecine plus humaine n'est pas seulement possible mais aussi qu'elle est plus efficace pour améliorer les indicateurs de santé de nos communautés. Finalement, les médecins cubains ont échangé des expériences et des connaissances avec bon nombre de praticiens brésiliens et mis l'accent sur l'importance de la médecine préventive et de l'attention médicale des familles.

C'est pourquoi je souhaite dire au peuple cubain qu'il peut être fier de ses médecins et de ses écoles de médecine. Au Brésil, vous avez gagné des millions d'admirateurs, la reconnaissance de millions de personnes... Les liens de fraternité existant entre les peuples sont plus forts que la haine irrationnelle de quelques représentants de l'élite. C'est la leçon donnée par les médecins cubains dans tant de pays du monde et aussi ici au Brésil.»

Edité par Francisco Rodríguez Aranega

CULTURE

CUBARTE | Le portail de la culture cubaine

www.cubarte.cult.cu/fr

Prix José Martí de l'Unesco à Fernández Retamar

Brève en vrac, par Philippe Mano

Le Prix international José Martí de l'Unesco a été attribué à l'intellectuel cubain Roberto Fernández Retamar, .La distinction a été attribuée par un jury international pour être l'une des voix les plus prestigieuses de la littérature cubaine, de vocation profonde et de conviction martiale.Fernández Retamar a contribué de manière permanente à la promotion de la paix, de la solidarité, des droits de l'homme et de l'égalité entre les nations d'Amérique latine et des Caraïbes, valeurs reconnues par ce prix. Retamar est par ailleurs très francophile. Venu plusieurs fois en France dont il parle parfaitement la langue. Le prix Unesco-José Martí a été institué par le Conseil exécutif, à l'initiative de Cuba, en novembre 1994, ce qui impliquait la reconnaissance de l'universalité et de la validité des idéaux du héros national cubain.La cérémonie de remise des prix aura lieu à l'occasion de la IVe Conférence internationale sur l'équilibre du monde, prévue du 28 au 31 janvier au Palais des congrès de La Havane. Parmi les intervenants en séance plénière notons la présence de Roger Grévoul, Président Fondateur de Cuba Coopération France

ÉDUCATION

Repenser la pédagogie par Graziella Pogolotti

mercredi 19 décembre 2018

Traduit par Christine Druel

« (…) Comme chacune des étapes de l'existence, l'enfance forme un univers avec des profils psychologiques qui lui sont propres. La culture occidentale a compris tardivement les particularités de l'être humain en développement. Des siècles durant, l'enfant soumis à un autoritarisme strict, a été considéré comme un adulte en miniature. Marginalisés par les classes possédantes et par leurs besoins de subsistance, les défavorisés ont dû s'attaquer très tôt aux tâches les plus dures, comme c'est le cas malheureusement dans de nombreuses parties du monde ». Un article de Graziella Pogolotti publié par Cubadebate.

Lire sur :
http://cubacoop.org/spip.php?page=article&id_article=4038

SPORTS

Les joueurs cubains enfin autorisés à jouer dans les ligues majeures

Publié le vendredi 21 décembre 2018

Un accord historique entre le Major League Baseball nord-américain et la fédération cubaine autorise les joueurs cubains à quitter leur île légalement et en sécurité pour aller jouer aux États-Unis.
(…)
Source: https://www.lequipe.fr/Baseball/Actualites/Les-joueurs-cubains-enfin-autorises-a-jouer-dans-les-ligues-majeures/970994

CARICATURE INTERNATIONALE

Ne permettons pas au Venezuela d'être un maillon de plus dans la chaîne de la mort de l'empire meurtrier

Vidéos SUR LA REALITÉ CUBAINE ET NOUVELLES DU MONDE (en français et espagnol)

Sport-culture-syndicats-femmes-jeunesse.etc

cuba información.tv

http://www.cubainformacion.tv/

ÉCOUTEZ
Les grands trésors de la musique cubaine

Silvio Rodriguez "Dibujo en el agua" nuevo album: segunda cita

https://www.youtube.com/watch?v=RUWah9DCcQk&list=PLKmtsXyujYdf-d8v2rXoTbW26odh8bDeo

segunda cita "san petersburgo"

https://www.youtube.com/watch?v=sNesO6Ku8mo&index=2&list=PLKmtsXyujYdf-d8v2rXoTbW26odh8bDeo

Contact de l'ASC Genève: geneve@cuba-si.ch

Maison Internationale des Associations
Rue des Savoises, 15
1205 Genève

Courriel du Bulletin : ascgeneve.cuba.si@gmail.com

Web: http://www.cuba-si.ch

Pour cotisations, soutien et dons :

Associations Suisse-Cuba
Section de Genève
1205 Genève

Compte PostFinance 12-19128-0
IBAN : CH 87 0900 0000 1201 9128 0